



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Mise en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour aménagement de circulation modes doux, rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montpellier - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La rue de Las Sorbes est un axe de liaison inter-quartiers majeur de Montpellier, long de 1,6 km, permettant de relier des axes principaux entre l'avenue de la Liberté et l'avenue du Père Soulas. Cette rue comporte un trafic journalier dense où les vitesses constatées ne sont pas en adéquation avec la réglementation.

Cet axe inter-quartiers est répertorié en tant qu'axe de liaison cyclable au schéma directeur des mobilités actives et connecte les pistes cyclables de la ligne 3 du Tramway avec celles prévues sur les deux lignes 3 et 5 du BusTram qui vont se substituer ponctuellement aux lignes de bus 6 et 10. Cette rue n'est pas aménagée en infrastructure pour la circulation des modes doux alors qu'elle doit d'ores et déjà participer au maillage cyclable existant et à son accroissement prévu à court terme.

L'emplacement réservé (ER) C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) grève les parcelles, dont les emprises permettent d'envisager les travaux d'élargissement de la voirie entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame de l'Espérance. La largeur de voie existante sur ce tronçon ne permet pas d'envisager un aménagement cyclable serein et sécurisé, dans la continuité du linéaire envisagé suivant entre la rue de Notre-Dame de l'Espérance et l'avenue du Père Soulas.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite en conséquence mettre en œuvre les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre de l'emplacement réservé C23 sur les parcelles KS 1 et KS 2, situées rue de Las Sorbes, sur le tronçon compris entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance pour réaliser les travaux de voirie qui permettront de favoriser et développer les déplacements doux (piétons et vélos) et réduire la vitesse de circulation et l'usage de la voiture sur cet axe.

Dans cet objectif, il est proposé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de finaliser la maîtrise foncière indispensable à l'aboutissement de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les emprises non maîtrisées pour le réaménagement de la rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance, sur la commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier destiné à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité du foncier, conformément notamment aux articles R.112-1 à R.112-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article R.131-14 du même code ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - L'ouverture concomitante des enquêtes publiques précitées dans les formes prescrites par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au vu du dossier joint, selon la procédure d'urgence nécessaire à optimiser l'entrée en possession des terrains eu égard aux objectifs de sécurité fixés ;
 - La désignation d'un commissaire-enquêteur ;
 - La déclaration de l'utilité publique de l'opération projetée ;
 - La délivrance de l'arrêté de cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192641-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Enquête DUP.pdf
- 2 - Enquête parcellaire v2.pdf
- 3 - ESG avis signé 26 juillet 2021.pdf
- 4 - Avis parties communes signé 09 mars 2022.pdf
- 5 - Avis KS2 signé le 09 mars 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.